ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

13 | 2010

Les voies incertaines de la démocratisation

Avant-propos

Almudena Delgado Larios et Franck Gaudichaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/869>

DOI : 10.4000/ilcea.869

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-84310-181-6

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Almudena Delgado Larios et Franck Gaudichaud, « Avant-propos », *ILCEA* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 30 novembre 2010, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/869> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ilcea.869>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© ILCEA

Avant-propos

Almudena Delgado Larios et Franck Gaudichaud

- 1 Depuis une vingtaine d'années, la « transitologie » et les réflexions sur les sorties de régimes autoritaires sont devenues un thème privilégié des sciences sociales, mais aussi des chercheurs civilisationnistes issus de différentes aires culturelles. Ces « transitologues » s'attachent effectivement à décrire et à comprendre les modes de passage d'un régime politique autoritaire ou dictatorial vers des régimes inspirés des démocraties occidentales. Plus récemment, le concept même de « transition » a pu être questionné, les investigations s'orientant davantage vers une analyse des processus de long terme et des formes des consolidations ou transformations démocratiques, mais aussi à leurs nombreuses limites ou contradictions (Dobry, 2000). Surgissent alors des interrogations, de fond, sur la « qualité » de la démocratie ou des constructions démocratiques post-autoritaires actuelles.
- 2 Initialement, c'est la péninsule Ibérique qui a attiré toutes les attentions, avec les transitions portugaise et espagnole du milieu des années soixante-dix. En effet, à la mort du général Franco, en novembre 1975, une évidence s'est imposée après presque 40 années de dictature et la multiplication des résistances au franquisme : l'imminence de l'avènement de la démocratie. Cette aspiration émanait de la majorité de la population, aussi bien du mouvement social que des élites politiques et économiques qui entendaient garder le contrôle du processus et négocier une sortie de régime graduelle. Souvent considérée comme une réussite exemplaire, la Transition espagnole incarne un système historique fondé sur le « consensus » espagnol, c'est-à-dire également sur l'amnistie et un « pacte du silence », ainsi que sur un compromis social et économique conclu entre les élites (via notamment le pacte de La Moncloa). Ce « consensus » constitue ainsi un élément clé du rétablissement de la démocratie espagnole dans une société très fortement marquée par la guerre civile de 1936-1939 et la répression exercée par les vainqueurs. Cette Transition espagnole a été parfois, dans la décennie postérieure, promue comme un « modèle » à suivre en vue d'autres formes de démocratisation, notamment en Amérique latine (en particulier durant les années quatre-vingt) et en Europe de l'Est (dans les temps qui suivirent la chute du mur de Berlin, en 1989) (Hermet, 1986 et 1996).

- 3 Dans ce domaine, l'Amérique latine reste un laboratoire à ciel ouvert, où plusieurs pays se sont engagés dans des processus de démocratisation post-dictatoriaux, parfois qualifiés de démocratisations de « troisième vague » (aux côtés de l'Europe du Sud et après celles du XIX^e siècle et de l'après-Seconde Guerre mondiale) (Huntington, 1991). Là aussi, sous la pression de mouvements d'opposition, une partie des élites politiques civiles ont négocié, avec le pouvoir en place, une sortie du régime militaire, aboutissant à des formes hybrides, entre rupture et continuité, nommées parfois « démocratie dégradée », voire « incertaine » (O'Donnell et Schmitter, 1986 ; Sanchez Lopez, 1993). De ce point de vue, l'Amérique latine représente une aire où s'affirment clairement les contradictions des « consolidations » démocratiques, car si ces mouvements représentent l'immense progrès de la fin des dictatures terroristes et le retour à un État de droit, ils signifient aussi l'apparition de démocraties désenchantées, parfois dites de « basse intensité », où les nouveaux régimes s'accompagnent d'une forte exclusion, économique et politique, de larges fractions des citoyens et d'une dérégulation/privatisation accélérée des droits sociaux (Cohen, 1994). Suite aux basculements politiques de 1989 en Europe de l'Est, la compréhension des transitions a connu un net enrichissement en s'appuyant sur l'analyse comparatiste. La chute des « socialismes réels » et le passage aux économies de marché et à la démocratie libérale post-communiste ont permis, entre autres, l'affirmation, à côté de la « transitologie » classique, d'une approche initialement définie contre elle : celle de la « *path dependence* », de la dépendance par rapport à la voie empruntée (Forest et Mink, 2004). Cette grille d'analyse a insisté sur les continuités, notamment institutionnelles et administratives, qui fixent (et figent) les règles en matière économique, politique et sociale, par-delà les changements de régimes. Par la suite, des réflexions universitaires ont également cherché à se départir d'une vision issue des sciences politiques essentiellement *institutionnaliste* pour aller davantage vers le social, le culturel et une vision plus critique par rapport à l'illusion téléologique des transitions. Ont été introduites, entre autres, la place des mouvements sociaux et des sociétés civiles dans la démocratisation ou encore une réflexion sur les articulations et les conflits entre l'implantation de nouveaux modèles économiques (économie de marché, mondialisation néolibérale, libéralisation européenne) et la consolidation des processus démocratiques (Boron, 2005 ; Przeworski, 1991). Ceci pose directement la question de la pertinence de la notion même de « transition démocratique » et met à jour la nécessité d'une problématisation de la « qualité » des démocraties post-autoritaires, voire de l'échec relatif des transitions démocratiques, aussi bien en Europe qu'en Amérique latine (revue *Futur Antérieur*, 1994 ; revue *Esprit*, 2007).
- 4 Quels que soient les angles d'analyse, les perspectives comparatives entre Europe du Sud, Europe de l'Est et Amérique latine ont montré qu'elles pouvaient être fructueuses et enrichissantes pour chaque domaine de spécialité (Linz et Stepan, 1996 ; Sanchez Lopez, 1993 ; Jaffelot, 2000 ; Hermet, 2001). C'est, en effet, par l'analyse comparée qu'il est possible de déterminer, en dépit des différences réelles qui les séparent, les mécanismes des processus de démocratisation, mais aussi les obstacles et difficultés qu'ils rencontrent, notamment en ce qui concerne le poids de détermination du passé, la part des continuités et des ruptures avec les périodes antérieures, les différences entre les volontés démocratiques des acteurs sociaux et les résultats concrets (revue *cultures et conflits*, 1995).

- 5 20 ans après la chute du mur de Berlin, 20 ans après la victoire du « non » au général Pinochet au Chili et à plus de 30 ans de l'instauration de l'actuelle Constitution espagnole, ce numéro de la revue *ILCEA* rassemble un ensemble d'articles, présentés initialement lors d'un colloque international organisé à l'Université de Grenoble par l'ILCEA (Institut des langues et des cultures d'Europe et d'Amérique, EA 613). Civilisationnistes et chercheurs en sciences sociales confrontent ici points de vue et terrains de recherche avec comme ambition de faire surgir des éléments de comparaison pertinents entre l'Europe et l'Amérique latine. Par conséquent, les contributions ont été regroupées par aires géographiques et par approche thématique en fonction des trois axes suivants :
 - Approche critique des transitions démocratiques : théories et modèles au regard de cas particuliers et débat historiographique ;
 - Acteurs, mouvements et conflits sociaux dans les processus de transition ;
 - Vers quelle démocratie ? Permanences et poids des héritages (économiques, politiques, institutionnels).
- 6 Anna Saldanha étudie le processus portugais. Elle analyse, dans un premier temps, les raisons qui ont conduit à la chute du régime dictatorial portugais et, dans un deuxième temps, le rôle de chacun des principaux protagonistes de la révolution et du processus de transition démocratique pour, finalement, comprendre la spécificité du processus révolutionnaire portugais ainsi que de la transition de la dictature à un nouvel ordre sociopolitique et économique. Cette transition initie, selon Huntington (1993), la « troisième vague de démocratisation », dans laquelle s'insère, également, la chute du régime militaire grec (trois mois après la révolution des Œillets) et le début de la Transition espagnole, après la mort de Franco, en 1975. Anna Saldanha pose quant à elle, à rebours des thèses schumpetérienne, la question d'une transition démocratique révolutionnaire.
- 7 Christian Demange présente un état de la recherche et du débat historiographique sur la Transition espagnole à la démocratie. La production est particulièrement importante et elle connaît de nos jours un processus de révision critique. Cet intérêt pour le cas espagnol s'explique par le fait que l'Espagne a été l'un des premiers pays à avoir conduit ce processus, la nouveauté venant du passage non révolutionnaire d'une dictature à une démocratie. Comme le montre Christian Demange cette Transition espagnole est vite devenue, non seulement un modèle pour de nombreux pays d'Amérique latine et d'Europe de l'Est confrontés à cette même situation de passage, mais aussi le mythe sur lequel repose le régime politique espagnol. Ce mythe est fortement remis en question aujourd'hui, non seulement par l'importante production historiographique espagnole et française mais aussi par la réalité du pays elle-même par les associations et les mouvements de citoyens « de récupération de la mémoire historique ».
- 8 Les travaux respectifs de François Genton et de Herta Luise Ott dressent un état de la recherche sur les transitions allemande et autrichienne depuis le début du xx^e siècle. Pour mieux comprendre les spécificités du cas allemand et de la réflexion historiographique, François Genton rappelle dans un premier temps les principaux apports de la recherche internationale sur les transitions. En particulier, il fait référence à l'approche « déterministe » des transitions, inspirée du concept de *path dependence*, qui tient compte de la dépendance de chaque société par rapport à la voie qu'elle a empruntée. Cette approche s'intéresse aux pesanteurs de tous ordres, les

sociétés ne pouvant se plier de la même façon et au même rythme aux exigences d'un modèle démocratique défini *in abstracto*. Elle permet aussi de mieux rendre compte de la diversité et de la complexité spécifique du processus dans chaque nation. En appliquant les différentes approches de la transitologie (systémiques, structurales, culturelles et relatives aux acteurs), François Genton présente ensuite une synthèse très claire et complète des différentes transitions allemandes au cours du xx^e siècle : celle de 1918, de 1945 et de 1989-1990. François Genton montre notamment que les dernières transitions (après 1945 à l'Ouest et à l'Est, et après 1989 à l'Est) ont réussi à briser la fatalité d'une voie particulière allemande (*Sonderweg*) écartant l'Allemagne de la modernité démocratique occidentale. Même la RDA, pourtant peu respectueuse des exigences démocratiques qu'elle prétendait incarner, a, d'une certaine façon, préparé sa population à s'adapter à un État démocratique moderne.

- 9 Herta Luise Ott analyse le cas autrichien en le comparant au cas allemand. Elle remarque justement que, quand lorsque l'on pense à « transition démocratique », ce sont avant tout la fin des dictatures d'Espagne, du Portugal et de Grèce ou latino-américaines qui viennent à l'esprit. L'histoire de l'Autriche est beaucoup plus « invisibilisée » dans ce domaine, même si ce pays a connu au xx^e siècle des bouleversements considérables, cinq régimes différents et deux transitions vers la démocratie, chaque fois à l'issue d'une défaite militaire. Son étude, qui s'appuie partiellement sur les concepts de la *Transformationsforschung* allemande et autrichienne, se propose de faire le point sur ces deux transitions et de dresser un bilan de cette évolution.
- 10 Pour comprendre les réactions suscitées par les mutations post-soviétiques, Myram Désert met en résonance deux cas de figure qui semblent *a priori* diamétralement opposés : le cas est-allemand, où le processus de transformation, inscrit dans un transfert institutionnel, a été très encadré ; et le cas russe où la part « d'improvisation » a été grande, puisque le projet très flou de la *perestroïka* a été dépassé, surtout à partir de 1989, par les mouvements sociaux, et les dynamiques économiques, qu'il a libérés et qui ont amené le pouvoir à « inventer » les cadres institutionnels au fil des événements. Aussi différents que soient ces deux scénarios de mutation, ils ont pu susciter des propositions alternatives néanmoins convergentes. Ce sont ces réactions plutôt que les processus concrets des mutations postsocialistes que Myriam Désert décrit dans son travail. Son objectif est de montrer comment se cristallise une vision autre de la transition, et à partir de quels constats, avec quelles séquences argumentatives celle-ci est construite. Son but n'est pas en effet de dresser un tableau exhaustif de l'ensemble des réactions à la transition, mais de se focaliser sur les discours qui interrogent la notion de modernisation, critiquent le modèle imposé et suggèrent d'autres voies, notamment pour la démocratisation.
- 11 Les contributions suivantes sont consacrées à l'Amérique latine et plus exactement à l'Amérique du Sud, région du continent ayant connu plusieurs expériences de terrorisme d'État, puis de transitions démocratiques à partir des années 1980. Les pays abordés particulièrement ici sont l'Argentine et le Chili, pays clés dans la discussion sur la justice transitionnelle dans le monde (Lefranc, 2002) et la tentative de (re)construction de sociétés démocratiques après des années de dictature et d'impunité. Amérique du Sud qui donne aussi à penser la consolidation – ou son absence – de régimes institutionnels, mais aussi leur composition, leur « raison d'être » au regard des formidables injustices qui les rongent. C'est justement ce que se propose

de faire ici Charles Lancha : comprendre comment la démocratie latino-américaine a évolué jusqu'à nos jours. Pour ce civilisationniste hispaniste, il s'agit d'aborder la démocratie d'un point de vue critique et dans son ensemble (facteurs institutionnels mais aussi sociaux et économiques) afin de montrer que l'on a bien souvent à faire à des démocraties minées de l'intérieur par une série d'immenses faiblesses. Dans cet état des lieux où plusieurs pays sont passés en revue (à commencer par l'Argentine), C. Lancha a opté pour insister particulièrement sur la question des inégalités sociales et de la pauvreté, qui nuisent au développement démocratique, combinée avec l'inertie ou la corruption des élites. Au-delà de toutes ces entraves à l'affermissement de la démocratie, l'essentiel semble résider dans la mise en œuvre, pendant un quart de siècle, d'un modèle économique néolibéral aux conséquences sociales désastreuses. Alors que la pauvreté en proportion a reculé, le nombre de pauvres lui est passé de 136 millions à environ 205 millions en un quart de siècle. D'où l'intérêt d'analyser les politiques publiques de la dernière période de manière comparée, notamment les pratiques d'exécutifs qui ont été élus grâce à un programme de lutte contre la pauvreté : c'est ce que fait l'auteur avec les cas vénézuéliens (présidence de Hugo Chavez) et brésiliens (présidence de Lula Da Silva).

- 12 María Virginia Mellado aborde quant à elle en détail la transition argentine entre 1983 et 1995. Elle souligne l'importance des élections d'octobre 1983 qui ouvrent une ère nouvelle, sous le signe de la démocratie recouvrée, dans le pays des 30 000 détenus-disparus. L'échec électoral du péronisme entraîne au sein du mouvement l'émergence d'un courant contestataire, la « Rénovation péroniste », objet d'étude de l'auteure avec une analyse de la rénovation justicialiste au plan national et une autre conduite dans le cadre d'une ville de province, Mendoza. Ce texte met l'accent sur le rejet du rôle primordial des syndicats dans l'organisation du péronisme et la montée en puissance, de 1984 à 1988, des rénovateurs sur la base d'un discours centré sur une volonté de démocratisation (sociale et politique) du pays. Ces derniers opéreront en quelques années une reformulation du programme économique péroniste, en même temps que s'effondre le pouvoir syndical, avec un président Menem au néolibéralisme triomphant. Les recherches sur la ville de Mendoza montrent ce processus au plan local.
- 13 Arnaud Trenta prolonge cette approche pour traiter de la grande crise de décembre 2001 et ses conséquences. Ces éclairages révèlent l'importance des mobilisations collectives de 2001-2002 dans les transformations de la politique argentine et de sa démocratie. Après en avoir dressé les antécédents, A. Trenta, de manière précise et documentée, se focalise sur les expérimentations collectives de cette période. Montrant leurs espoirs et leurs limites aussi, il fait le constat sociologique que ces événements constituent une socialisation d'une génération, actuellement rendue invisible, mais dont la mobilisation pourrait réémerger avec d'autres fenêtres d'opportunité politique. La question démocratique est ici posée par le biais de la crise d'un système de domination et des mobilisations « par en bas » qu'une telle défaillance peut indirectement faire surgir.
- 14 Nicolas Prognon scrute le retour à la démocratie dans le pays voisin, le Chili. Centré sur une analyse transitologique, institutionnelle essentiellement, il montre la consolidation des institutions et du système électoral, tout en mentionnant certains thèmes clés, tels que la problématique des droits de l'homme. À partir des différentes étapes de cette transition, le sociologue affirme que malgré les difficultés structurelles et conjoncturelles, le modèle chilien a su renforcer sa démocratie. À l'instar d'autres pays,

le Chili aurait accompli des progrès dans l'accompagnement de l'idée démocratique et de son exercice par les gouvernements, après avoir servi de laboratoire à nombre de paradigmes politiques et économiques au cours du ^{xx}e siècle. D'une transition possibiliste (1990-1998), bridée par de multiples enclaves autoritaires et par l'héritage de la Constitution de 1980, la transition a poursuivi sa feuille de route en évitant soigneusement tout conflit ouvert avec les forces militaires, couverte par la chape de plomb léguée par la dictature. Aujourd'hui, il s'agit d'une transition à la croisée des chemins, suite à « l'affaire Pinochet » notamment, puis à l'élection de Michèle Bachelet en 2006. La démocratie chilienne avance désormais libérée de la présence de l'ancien dictateur mais la présidente Bachelet n'a pas abrogé les derniers vestiges de l'héritage autoritaire, dont la loi d'amnistie, pour permettre, enfin, aux victimes du régime militaire et à la société civile chilienne de se reconstruire. De plus, les problèmes économiques et sociaux demeurent des écueils qui pèsent lourdement sur ce bilan mitigé.

- 15 Olga Lobo donne aussi à penser l'expérience chilienne, réfléchit sur l'ensemble de cette période, et plus précisément sur le moment de l'arrestation du général Pinochet à Londres en 1998. Elle le fait sur la base de sources audiovisuelles et grâce à une recherche doctorale qui s'inscrit dans l'étude du cinéma documentaire chilien. Elle étudie également le film *I love Pinochet* de la réalisatrice chilienne Marcela Saïd qui, au moyen d'un récit à la première personne, prend la parole pour s'interroger sur les raisons des quelques soutiens apparus en faveur du vieux dictateur au moment de l'arrestation. O. Lobo le compare avec un point de vue très différent, celui de Patricio Guzmán qui consacre également son film, *Le cas Pinochet*, à cette affaire judiciaire qui allait bouleverser la marche du Chili. Ces deux films sont, sans aucun doute, des documents *pour l'Histoire* qui apportent à la lecture du fait historique un regard critique qui se constitue en véritable revendication d'une nouvelle démocratie pour leur pays.
- 16 La Colombie enfin avec un conflit qui étouffe toute tentative de paix et de construction d'une démocratie consolidée. 50 ans de violence où la guerre s'est installée comme le prolongement de l'économie par d'autres moyens et où l'espace public a été réduit au profit du dialogue des armes. Marie Estripeaut-Bourgac utilise des récits testimoniaux comme matériel de sa recherche, des témoignages envisagés pour ce que ces récits apportent à la construction d'une mémoire, d'une identité nationale, à partir de la publicisation des conflits. Des thèmes comme réconciliation et mémoire, vérité, justice, réparation, pardon et victimes, se trouvent en effet actuellement au centre des débats en Colombie. Ils sont le produit d'une pratique testimoniale spécifique et répondent à l'impérieux besoin éprouvé par les victimes d'être écoutées et crues. Mais ils correspondent aussi à une initiative de la société civile, visant à créer l'espace commun d'un vécu partagé. Ce phénomène est d'une ampleur telle que les buts de la Loi *Justicia y Paz* (favoriser la démobilisation des groupes paramilitaires en leur accordant une quasi-impunité) sont aujourd'hui modifiés et dépassent les intentions premières du gouvernement. Ce dernier article propose ainsi d'aborder l'ébauche d'une étape de transition dans le conflit colombien à la lumière de l'intense circulation de récits à la première personne qui s'observent aujourd'hui dans le pays.
- 17 Bien entendu, au total, ce sont de nombreux aspects, thématiques et géographiques, qui ne sont pas abordés dans ce numéro. Ce travail collectif ne constitue qu'une esquisse d'études encore à mener, et d'approches parfois à actualiser. On pourra aussi regretter

l'absence de visions réellement comparatistes et transversales Europe / Amérique latine, perspectives pas toujours aisées mais souvent très riches en termes de résultats, d'avancées théoriques et scientifiques. Toutes ses limites montrent l'ampleur d'une telle thématique qui ne saurait être délimitée aux résultats de ce numéro, alors que de nombreuses journées de recherche, axes d'investigation et publications continuent d'alimenter la réflexion (voir par exemple Baby, Compagnon et Gonzalez Calleja, 2009).

- 18 Mais au final, dans chacune des contributions proposées dans ce numéro d'ILCEA, ce sont bien les voies incertaines de la démocratisation qui apparaissent en filigrane, celles de transitions, consolidations et transformations démocratiques fragiles et trop souvent limitées sur lesquelles retours critiques et regards croisés pourront permettre de continuer à penser la construction démocratique, ici et ailleurs, comme l'un des grands enjeux du XXI^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

LINZ Juan et STEPAN Alfred, *Problems of Democratic Transition and Democratic Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996.

BORÓN Atilio A., *Tras el búho de Minerva: mercado contra democracia en el capitalismo de fin de siglo*, Buenos Aires, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2000.

COHEN James A., « Quelle démocratie ? Perspectives critiques sur les transitions démocratiques en Amérique Latine », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 2, n° 2, 1995.

BABY Sophie, COMPAGNON Olivier et GONZALEZ CALLEJA Eduardo (dir.), *Violencia y transiciones políticas a finales del siglo XX. Europa del Sur – América Latina*, Madrid, Casa de Velázquez, 2009.

FOREST Maxime et MINK Georges, *Post-communisme. Les sciences sociales à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, 2004.

O'DONNELL Guillermo et SCHMITTER Philippe, *Transitions from authoritarian rule. Tentative conclusions about uncertain democracies*, Baltimore, The J. Hopkins Univ. Press, 1986.

LEFRANC Sandrine, *Politiques du pardon*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

PRZEWORSKI Adam, *Democracy and the market*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1991.

HERMET Guy, « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique latine / Europe de l'Est », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8, n° 2, 2001, p. 285-304.

—, *Sociologie de la construction démocratique*, Paris, Economica, 1986.

—, *Le passage à la démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

DOBRY Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, août-octobre 2000.

—, « Les transitions démocratiques : regards sur l'état de la "transitologie" », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, août-octobre 2000, p. 579-764.

HUNTINGTON Samuel P., *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991.

JAFFELOT Christophe (dir.), *Démocraties d'ailleurs*, Paris, CERI / Karthala, 2000.

Revue *Esprit*, dossier « Les transitions démocratiques, un échec ? », janvier 2007.

Revue *Futur Antérieur* (sous la dir. de J. Cohen), dossier « Amérique latine : démocratie et exclusion », juin 1994.

Revue *Cultures et Conflits* (sous la dir. de M. Dobry), dossier « Les processus de transition à la démocratie », printemps 1995.

SÁNCHEZ LÓPEZ Georgina (dir.), *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine : stratégies de transition et de consolidation politiques*, Paris, L'Harmattan, 1993.

AUTEURS

ALMUDENA DELGADO LARIOS

Professeure à l'université Stendhal-Grenoble 3

FRANCK GAUDICHAUD

Maître de conférences à l'université Stendhal-Grenoble 3, Centre d'études et de recherches hispaniques (CERHIUS) au sein de l'Institut des langues et des cultures d'Europe et d'Amérique (ILCEA)